



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 19 FEV. 2024

mettant en demeure la société LIENHART
de respecter les prescriptions relatives à la protection de l'environnement
pour l'exploitation de ses installations
situées 37 route de Strasbourg à Boofzheim (67860)

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-8 et L.511-1 ;
- VU les arrêtés préfectoraux autorisant et réglementant la société LIENHART à exploiter des capacités de stockage et des unités de séchage sur le territoire de la commune de Boofzheim, 37 route de Strasbourg, dont notamment les arrêtés complémentaires des 22 avril 1999, 18 février 2008, 20 août 2014, 8 août 2018 et 22 avril 2020 ;
- VU le rapport du 2 février 2024 de la visite du 23 janvier 2024 de l'inspection des installations classées sur le site de la société LIENHART à Boofzheim (67860) ;
- VU le rapport de mesures de bruit, FIUS221013/NT/23-01218 du 09 novembre 2023 de la société APSYS-AIRBUS PROTECT ;

CONSIDÉRANT que la société LIENHART est à l'origine de nuisances sonores rapportées par des riverains ;

CONSIDÉRANT que les valeurs maximales admissibles en limite de propriété sont fixées en fonction des zones de référence définies à l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 1999 de la façon suivante : zone n°1 60 dB(A) en période diurne et 50 dB(A) en période nocturne, zone n°2 67 dB(A) en période diurne et 58 dB(A) en période nocturne ;

CONSIDÉRANT que les points de mesures sont répartis dans les zones de référence de la façon suivante, le point 1 est situé en zone n°2 et les points 3 et 4 sont situés en zone n°1, le point 2 situé à proximité d'habitations et à l'intersection des zones de référence n°1 et n°2, que les valeurs admissibles de la zone n°1 sont plus contraignantes que celles de la zone n°2 et que le rapport de mesure du 9 novembre 2023 ne précise pas la zone de référence de ce point, que compte tenu de ces éléments, le point 2 est considéré en zone de référence n°1 ;

CONSIDÉRANT que le rapport de mesures du 09 novembre 2023 met en évidence que les valeurs mesurées en limite de propriété aux points 1 (61,6 dB(A)), 2 (54 dB(A)) et 4 (51,3 dB(A)) en période nocturne et au point 2 (62,3 dB(A)) en période diurne, sont supérieures aux valeurs admissibles en limite de propriété ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux,

aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine» ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} - prescriptions à respecter

La société LIENHART, pour ses installations situées 37 route de Strasbourg à Boofzheim (67860), est mise en demeure de respecter dans un délai de onze mois, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

- article 10 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 1999 :
« [...] Les niveaux limites admissibles de bruit exprimés en dB(A) ne devront pas excéder du fait de l'établissement, les seuils fixés dans le tableau ci-dessous en limite de l'établissement [...] qui définit les zone de référence

	Période de jour allant de 7h à 22h sauf dimanches et les jours fériés	Période de nuit allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
Zone n°1	60 dB(A)	50 dB(A)
Zone n°2	67 dB(A)	58 dB(A)

[...] ».

Article 2 - mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 - sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - voies et délais de recours

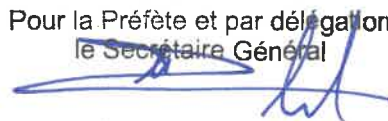
La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 - exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
 - la sous-préfète de l'arrondissement de Sélestat - Erstein ;
 - le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LIENHART, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Boofzheim (67860).

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL